

Macron ouvre la France aux clandestins, l'Europe centrale leur ferme la porte

écrit par Jack | 25 juin 2017

Conseil européen : « *Nous devons accueillir des réfugiés* », insiste Emmanuel Macron

« *Les décisions prises par la chancelière Angela Merkel ont été des décisions courageuses* », a-t-il estimé.

<http://www.france24.com/fr/20170623-migrants-conseil-europeen-macron-merkel-refugies-crise>

Nouvelles de Hongrie : « L'Europe centrale s'unit contre la migration illégale de masse »

21 juin 2017 par [Jack Montgomery](#)

Une alliance des pays d'Europe centrale dirigée par la Hongrie s'est engagée à travailler pour endiguer le flux des migrants illégaux en Europe lors d'une réunion à Prague.

Des délégations auprès du groupe CEDC (Coopération de défense de l'Europe centrale) venant d'Autriche, de Croatie, de Hongrie, de Slovaquie, de Slovénie et de la République tchèque se sont « unies contre la migration illégale de masse », [selon](#) un compte-rendu paru sur le site officiel du gouvernement hongrois.

Durant cette réunion au sommet, les ministres de la Défense de ces pays ont convenu « de faciliter la mobilisation rapide et conjointe des capacités civiles, policières et militaires » pour la défense des frontières extérieures de l'Union européenne.

S'appuyant sur les raisons de la forte position anti-immigration de masse de la Hongrie, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a [expliqué](#) : « *Ce que nous voulons, c'est une Hongrie hongroise et une Europe européenne* ».

Le leader du parti hongrois d'union civique *Fidesz* a déclaré que son gouvernement « ne participera pas à des expériences visant à changer la Hongrie ou l'Europe, un changement à la suite duquel les traditions culturelles européennes seraient

balayées pour être remplacées par un mélange d'autres cultures, religions et visions du monde, permettant aux masses d'immigrer sans contrôle ».

Un bloc comprenant la Hongrie, la Pologne et la République tchèque est actuellement au fait d'une [lutte](#) politique et juridique avec l'exécutif non élu de l'UE et les principaux États membres ouverts à l'immigration en masse sur l'[imposition](#) de quotas obligatoires de migrants dans tout le bloc.

« Nous ne céderons pas à un accueil de force de personnes dont nous ne connaissons ni les identités ni les intentions », a déclaré Viktor Orbán dans un [discours](#) à de nouvelles recrues de garde-frontières pour la Hongrie.

« Nous croyons que l'avenir de l'Europe ne se décide pas au centre d'un empire mais dans les capitales des États-nations européens, à Varsovie, à Paris, à Berlin et aussi à Budapest », a-t-il ajouté, avertissant que sans frontières bien protégées, il n'y aura « aucun bien-être, aucune sécurité, aucun ordre ni développement en Europe, juste l'incertitude, la peur, le chaos, la colère et des camions-béliers fonçant dans les foules ».

Pour renforcer sa position, le gouvernement hongrois a entrepris une [consultation nationale](#) sur la manière dont le pays devrait « arrêter Bruxelles » d'éroder sa souveraineté et sa capacité à gérer sa propre politique migratoire.

Cette consultation a enregistré une participation record de la population, à la suite de laquelle Viktor Orbán a fait la déclaration suivante : *« Les pays qui font maintenant l'expérience de la création d'Eurabia – ou avec l'amalgame des restes de la culture islamique et chrétienne – devront maintenant reconnaître que ce n'est pas seulement le gouvernement hongrois qui ne veut pas participer à une telle expérience, mais que le peuple hongrois a fait connaître ses intentions sous toutes les formes possibles à chaque fois qu'il en avait l'occasion ».*

<http://www.breitbart.com/london/2017/06/21/hungarians-declare-central-europe-stands-united-mass-illegal-migration/>

Traduction par Jack, pour Résistance républicaine